



N5-00077  
614076  
Eco So His

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 7

Session : 2021

Épreuve de : ESH ESCP/SKEMA

### Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Sujet : Un monde sans inflation.

Chaque année, l'Union Européenne fixe des cibles d'inflation qui ne sont pas atteintes. De manière plus générale, les taux d'inflation sont très bas dans le monde, proches de zéro voire même négatifs. Dès lors, on peut constater que nous sommes quasiment dans un monde sans inflation. Ce phénomène d'inflation peut être défini comme une hausse des prix généralisée à l'échelle d'un pays. En France, l'INSEE mesure l'inflation à partir d'une étude des variations de prix pour un panier de biens représentatifs de la consommation des ménages. Le taux d'inflation représente en pourcentage la variation des prix d'une année à l'autre. Celui-ci est donc censé représenter l'inflation que subissent les individus même si des écarts avec l'inflation perçue existent. Toutefois la question de la régulation de l'inflation monétaire est aujourd'hui devenue un enjeu politique stratégique et certains comme le ministre de l'économie brésilien dénonce dans les années 2010 une "guerre des monnaies". Les problématiques liées à la question de l'inflation sont en effet relativement récentes puisqu'avant la révolution industrielle, ce phénomène était quasiment inexistant en comparaison à ces enjeux contemporains.

Pourquoi peut-on aujourd'hui parler d'un monde sans inflation et quels sont ses enjeux ?

Si nous constatons que nous sommes aujourd'hui dans un monde sans inflation, nous pouvons nous demander quels sont les facteurs explicatifs d'un tel changement (I) et s'il faut s'en méfier (II). Dans

quelle mesure l'inflation peut-elle aujourd'hui être régulée? (III)

Si les taux d'inflation sont aujourd'hui aussi bas ce qui nous permet de parler de monde sans inflation, nous allons voir que ce phénomène s'explique par la mondialisation (A), un changement de politique (B) mais aussi par un ralentissement économique (C)

Les économistes s'accordent à dire que la mondialisation et notamment la division internationale du processus de production (DIPP) sont des facteurs explicatifs de la diminution de l'inflation. En 1944, 44 pays signent les accords de Bretton-Woods et est mis en place un système d'étalon-or vis à vis du dollar (c'est la victoire du plan White Américain contre le plan Keynes Britannique). A cette époque, le système permet aux États-Unis de contrôler plus ou moins l'inflation grâce au "privilege exorbitant" (V. Giscard-Destaing 1964) que leur confère le dollar. Cependant à cette époque l'inflation ne pose pas réellement de problème puisqu'il y a une forte croissance économique dans les pays développés qui est souvent au delà des 10%. L'inflation est aux alentours des 6% pour ces pays. Cependant, depuis la fin de Bretton-Woods dans les années 1970 (Accords de Jamaïque en 1976), il y a moins d'inflation et aussi moins de croissance économique. Cette ère est appelée "stagflation". Pour les économistes comme Mundell, c'est l'ouverture des économies nationales aux flux de capitaux étrangers qui empêche aux États de mener des politiques monétaires autonomes. Mundell illustre ce propos avec un triangle d'incompatibilité et montre qu'il est impossible pour un pays en taux de change flottants de contrôler sa monnaie de manière autonome et par conséquent de contrôler son taux d'inflation. Cette idée est aussi montrée par Rodrik et l'expression de la "camisole dorée" par dire que les pays ouverts au commerce international et participant à la DIPP sont contraints à un abandon de souveraineté. Dès lors, ils perdent leur capacité de contrôle ce qui explique la diminution de l'inflation et l'incapacité des États à augmenter leurs taux.

Cependant, on peut aussi expliquer cette diminution de

l'inflation par un changement de politique économique. J. Généreux montre que si les politiques économiques expansives ont du succès pendant les Trente glorieuses, c'est parce que la conjoncture économique y est favorable. A partir des années 1970, les politiques expansives keynésiennes qui acceptaient un taux d'inflation assez élevé s'essouffent. Dans les années 1980, on constate un tournant néo-libéral dans les pays développés, notamment avec Reagan aux Etats-Unis et M. Thatcher élue au Royaume-Uni en 1979. En France, face à l'effet d'une politique budgétaire expansive en 1981 à cause de la contrainte extérieure, le gouvernement Mauroy effectue un "tournant de la rigueur" en 1983. Avec ce tournant néo-libéral, c'est la fin des politiques économiques expansives et sont préférées des politiques d'austérité budgétaire pour rembourser la dette. Dès lors, on constate une diminution des taux d'inflation de puis cette époque. La diminution de l'inflation est un des critères de la construction européenne puisque pour avoir une convergence des économies nécessaire à la création de l'Union Européenne, les critères de Maastricht obligent les Etats à limiter leur dette et à avoir une inflation inférieure à 2%. Cependant cette lutte contre l'inflation s'est inversée et les Etats essaient maintenant d'augmenter leurs taux d'inflation.

On peut aussi supposer que le ralentissement économique depuis la fin des 30 glorieuses est en partie responsable de la diminution des taux d'inflation. En effet, cette période de croissance élevée était aussi accompagnée par une inflation élevée et la diminution de ces deux notions a été presque simultanée. Le potentiel lien de causalité qui existe entre l'inflation et la croissance (ce n'est pas vrai dans tous les cas) est explicitement décrit dans la théorie keynésienne. Dans celle-ci, les agents économiques comme les entreprises font une anticipation de la demande d'une année à l'autre. Si celle-ci est positive alors les entreprises ont intérêt à s'endetter pour pouvoir augmenter leur offre ce qui fait augmenter les taux d'inflation. A l'inverse lorsque l'anticipation n'est pas favorable, les entreprises diminuent leur production, il y a moins de croissance, moins d'emprunt et donc moins d'inflation.

Si la diminution des taux d'inflation nous permet de parler

aujour d'hui de parler d'un monde sans inflation, se pose tout de même la question de ses avantages (A) et de ses défauts (B).

Un monde sans inflation peut sembler être souhaitable. Le carré magique de N. Kaldor positionne la faible inflation comme un objectif à atteindre par les pays. Une inflation très faible voire nulle est souhaitable, au même titre qu'une croissance économique élevée, un faible taux de chômage et un équilibre extérieur. La faible inflation est perçue comme un facteur témoin de la bonne gestion monétaire d'un pays, le contrôle monétaire peut en effet être perçu comme une condition nécessaire et suffisante à la croissance. De plus, un monde sans inflation permet de s'acquiescer du risque de crise hyperinflationniste. J. Couppay-Soubeyran montre que le phénomène d'hyperinflation est cumulatif et qu'il peut avoir des conséquences extrêmes sur les économies à l'instar du Venezuela ou du Zimbabwe. Un monde sans inflation permet aussi aux économies de s'endetter plus facilement, à des taux d'intérêts très faibles voire négatifs. L'absence d'inflation permet à un pays de rembourser la dette contractée à l'année  $t$  grâce à celle de l'année  $t+1$ . Or la dette a un rôle de stabilisateur conjoncturel et on voit son utilité dans la crise sanitaire actuelle. La dette de l'État Français a en effet explosé et atteint les 110% du PIB. L'absence d'inflation a donc permis de réduire de manière conséquente les répercussions de la crise sanitaire sur l'économie réelle.

Cependant on peut voir certaines limites et dangers à ce monde sans inflation. D'abord il devient impossible de mener des politiques expansives comme le privilégiait Keynes dans sa théorie générale (1933). Il y a en effet une contrainte extérieure trop importante qui empêche ce genre de politiques. De plus, un monde sans inflation est dangereux car il s'approche des taux d'inflation. Or même des économistes comme Friedman affirmaient qu'une inflation légère était nécessaire pour s'éloigner du risque de la déflation. En effet, ce phénomène cumulatif de baisse générale des prix est souvent abordé en tant que spirale déflationniste. Celle-ci peut avoir des conséquences drastiques sur les économies, montrées dans le film les raisins de la colère aux États-Unis. Dès lors le monde sans inflation ne doit pas être un monde sans contrôle de l'inflation puisque le risque de la déflation reste présent. Cependant le contrôle de l'inflation représente un coût. Celui-ci

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 7

Session : 2021

Épreuve de : ESH ESCP/SCHEMA

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

est mentionné par P. d'Arvesinet qui prouve empiriquement l'existence d'un coefficient de sacrifice. Le contrôle de l'inflation se paye avec une augmentation du taux de chômage et une diminution du taux de croissance. De plus, l'aspect positif du monde sans inflation sur la dette peut être questionné. D'abord il pose un problème d'éthique moral puisqu'il est possible de s'endetter indéfiniment. Mais l'existence de ce monde sans inflation n'est pas garantie pour toujours et si l'inflation augmente, les États vont difficilement pouvoir payer leurs dettes. Cet aspect est renforcé par le fait que sans inflation, le poids de la dette reste le même ce qui constitue un problème de soutenabilité alors qu'on impose aux générations futures une dette.

Face à ces problématiques liées à un monde sans inflation, on peut se demander s'il est possible de changer la situation. D'abord, la légitimité des États à intervenir peut être remise en cause (A). Même s'ils interviennent, leur efficacité est limitée (B). Un changement peut être souhaitable (C).

Dans la théorie néo-libérale, l'intervention de l'État est remise en cause. Pour Friedman, les tentatives de l'État d'agir sur l'inflation doivent être abandonnées. D'abord parce que les politiques expansionnistes qui voudraient relancer la croissance par l'inflation seraient inefficaces. Les politiques budgétaires expansionnistes sont soumises à l'effet d'éviction, c'est à dire qu'elle limite l'investissement des entreprises en augmentant les taux d'intérêts. Une politique monétaire qui accompagnerait le budgétaire comme "petite soeur" (Keynes) serait impossible à mettre en place au jour d'hui du fait de la contrainte extérieure. Pour Kydland et Prescott dans Rules rather than discretion, les États ne

doivent pas intervenir puisque leurs pratiques budgétaires et monétaires ont une influence qui perturbe les regards économiques et peuvent engendrer des crises économiques. C'est pourquoi les États doivent déléguer leur contrôle monétaire à des Banques Centrales indépendantes.

De plus, on constate que les tentatives des États pour agir sur l'inflation sont limitées. On a vu que les États avaient perdu du pouvoir et de leur capacité à mener des politiques monétaires autonomes. On voit aujourd'hui cet exemple avec la "guerre des monnaies" qui a lieu entre la Chine et les États-Unis. D. Trump accusait régulièrement la Chine sur Twitter de faire baisser la valeur du dollar volontairement pour pouvoir faire diminuer leur monnaie comparativement et pouvoir exporter plus facilement. On voit donc que même la première puissance économique mondiale qu'est les États-Unis n'arrive pas à manipuler sa monnaie librement ce qui lui permettrait de contrôler plus facilement l'inflation. On constate aussi cette difficulté à contrôler l'inflation avec l'exemple du Japon. Le pays a des taux d'inflation extrêmement faibles depuis les années 1990. Malgré l'intervention de Shozo Abe en 2006 et ses "Abenomics" (politiques ultra-accommodantes et quantitative easing), le taux d'inflation japonais en 2019 est de -0,1% et la menace de la déflation persiste.

Face à cette "stagnation séculaire" (Summers) et cette incapacité à agir sur l'inflation, certains privilégient un changement de modèle à l'image d'Aglietta. Selon lui, l'absence d'inflation n'est pas le signe d'une croissance économique et il faut sortir des dogmes. Il a notamment été reproché d'avoir imposé des politiques de rigueur à la Grèce après sa crise en 2013 alors que certains pensent qu'une politique de relance aurait été nécessaire. Ces politiques n'ont fait que déplacer le problème et n'ont pas résolu la crise Grecque. Face à cette impasse du monde sans inflation, seule une réponse globale semble être la solution.

Pour conclure, on a vu que les taux d'inflation avaient progressivement diminués depuis la fin des Trente glorieuses et ce jusqu'à des taux très bas qui permettent de dire que le monde actuel était un monde sans inflation. Face aux aspects positifs limités et aux dangers de cette absence d'inflation, il semble urgent de trouver une issue. Or le monde semble dans l'impasse, piégé par une croissance faible et une situation de trappe à liquidité. Dès lors, seule une réponse globale et unifiée des pays du monde paraît pouvoir régler ce problème bien qu'elle semble peu probable.

Lined writing area with horizontal ruling lines.

